



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO,
à l'occasion de la cérémonie d'ouverture
du 100^e anniversaire du King's College**

Lagos, Nigéria, 7 janvier 2009

Monsieur le Sultan de Sokoto, président de la cérémonie d'aujourd'hui,
Monsieur le Président de l'Old Boys Association de King's College,
Éminents anciens élèves du King's College,
Éminents invités,
Chers étudiants,

C'est pour moi un honneur de me trouver aujourd'hui en votre compagnie pour commémorer le 100^e anniversaire du King's College de Lagos. Je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux organisateurs, à la direction du King's College et au Gouvernement fédéral du Nigéria, de m'avoir prié d'être l'invité d'honneur en cette occasion historique.

C'est pour moi un immense plaisir de revenir au Nigéria, pays avec lequel l'UNESCO entretient aujourd'hui des relations très fructueuses.

Je tiens à remercier tout particulièrement le nouveau Ministre fédéral de l'éducation du Nigéria, M. Ominyi Egwu, universitaire aguerris et ancien gouverneur très apprécié de l'État d'Ebonyi. Je me réjouis de travailler en étroite collaboration avec lui dans la poursuite de nos objectifs communs.

Je tiens à rendre un hommage particulier au professeur Michael Omolewa, le très dynamique ambassadeur du Nigéria auprès de l'UNESCO. Il m'a parlé de cet événement important il y a plus d'un an, c'est donc en grande partie grâce à sa prévoyance que je suis ici aujourd'hui. Je lui dois une immense gratitude pour les efforts inlassables qu'il déploie pour son pays et pour le continent africain.

Mesdames, Messieurs,

Cette commémoration marque une étape dans l'histoire de l'éducation du Nigéria et plus particulièrement dans l'histoire du King's College. Depuis sa fondation en 1909, cette école a défini un modèle de référence pour l'enseignement secondaire, non seulement au Nigéria mais aussi dans l'ensemble de l'Afrique. En lisant attentivement votre essai intitulé « The Shooting of King's College Old Boys », Monsieur J. K. Randle, j'ai appris que l'école se flatte de compter parmi ses anciens élèves des leaders et des personnalités remarquables issues des horizons les plus divers.

J'ai été particulièrement touché par le récit que vous faites au sujet d'un diplômé du King's College, Tunde Thompson, journaliste au journal « The Guardian » qui, en 1984, a été arrêté par le gouvernement militaire d'alors et accusé d'avoir publié la liste des nouveaux émissaires du Nigéria dans plusieurs pays avant la parution officielle de cette liste. On le somma, sous peine de mort, de révéler ses sources. Mais il a refusé et, pour cette raison, il a été condamné à une peine d'emprisonnement à vie. Tunde Thompson fut un journaliste extrêmement courageux, King's College peut être fier de lui.

Pendant un siècle, King's College a défini les critères de l'excellence. De fait, ce 100^e anniversaire célèbre une réussite pour l'Afrique tout entière car King's College a éduqué et inspiré de nombreux étudiants des pays voisins au cours du siècle qui vient de s'écouler.

L'UNESCO est très fière d'être associée à cette commémoration car l'éducation est l'une des plus hautes priorités de l'Organisation.

En premier lieu, parce que l'éducation est un droit humain fondamental, comme on peut le lire dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette Déclaration est ancrée dans le principe de l'absence de toute discrimination. Toute personne, quelles que soient ses origines et sa situation, a droit à l'éducation et, en particulier, à une éducation de qualité. En 2004, la République fédérale du Nigéria a adopté la loi sur l'éducation de base universelle, gratuite et obligatoire, ce qui constitue une avancée historique dans le domaine de l'éducation et de l'Éducation pour tous (EPT). Cette loi illustre de façon remarquable l'engagement d'un pays en faveur de la réalisation de l'Éducation pour tous en tant que droit fondamental de la personne.

En second lieu, l'éducation est une exigence du développement. Dans les sociétés d'aujourd'hui, qui sont de plus en plus axées sur le savoir, l'éducation constitue un moyen de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé et la nutrition, d'augmenter les revenus, de promouvoir de meilleurs comportements en matière d'environnement et de renforcer la paix et la démocratie. Aucun de nous ne serait ici aujourd'hui s'il n'avait pas eu un bon départ, s'il n'avait pas de solides bases éducatives.

L'UNESCO croit en l'éducation. Mais pas en n'importe quelle éducation – en une éducation intégratrice de qualité tout au long de la vie et à tous les niveaux, de l'éducation et de la protection de la petite enfance à l'enseignement supérieur et à la recherche.

C'est une formidable ambition. Toutefois, moyennant un engagement politique, de bonnes politiques et un soutien international adéquat, cette ambition peut devenir réalité.

J'aimerais cet après-midi examiner les difficultés qui entravent la mise en œuvre du droit à l'éducation, en Afrique en particulier, et étudier ce que l'UNESCO et ses partenaires peuvent et doivent faire pour les surmonter.

Je commencerai par l'éducation de base. En tant que coordinateur du mouvement de l'Éducation pour tous (EPT), la promotion d'une éducation de base de qualité est la première préoccupation de l'UNESCO, non seulement pour des raisons de justice sociale mais aussi parce que c'est là que nos investissements peuvent avoir le plus grand impact sur le développement.

En 2000, lors du Forum mondial sur l'éducation à Dakar, Sénégal, plus de 160 pays ont pris l'engagement d'atteindre six objectifs d'ici à 2015. Il s'agit par ces objectifs d'élargir les possibilités d'apprentissage pour chaque enfant, jeune et adulte. Ces objectifs visent l'enseignement primaire universel et la parité entre les sexes à tous les niveaux d'enseignement – deux objectifs qui ont ensuite été intégrés aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les objectifs de l'EPT vont plus loin que les OMD et concernent l'analphabétisme des adultes, les programmes d'enseignement des compétences de la vie courante aux jeunes et aux adultes, les soins et l'éducation pour les tout-petits ainsi que la qualité de l'éducation. Les objectifs de l'EPT soulignent notamment la nécessité d'atteindre les groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés au sein de chaque société.

Chaque année, l'UNESCO invite les responsables de l'éducation à évaluer les progrès et à dynamiser l'action afin de réaliser cet ambitieux agenda. La dernière réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT, qui s'est tenue le mois dernier à Oslo – et où le Nigéria était représenté par le Ministre d'État pour l'éducation, Mme Aishatu Jibril Dakku – a suscité à la fois l'optimisme et une vive préoccupation.

Optimisme, parce qu'il n'y a jamais eu autant d'enfants scolarisés qu'aujourd'hui. Depuis Dakar, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a augmenté six fois plus vite que pendant la décennie précédente. Il s'agit là d'un progrès historique et sans précédent.

C'est en Afrique que la progression a été la plus rapide. Entre 1999 et 2006, le taux total de scolarisation dans le primaire a progressé de 42 %, ce qui représente la plus forte progression du monde. Cette progression est le fruit d'un engagement politique fort en faveur de l'éducation. Beaucoup de gouvernements africains ont pris des mesures ambitieuses pour supprimer les frais de scolarité, construire des salles de classe et recruter davantage d'enseignants. Ils ont augmenté le budget national de l'éducation. L'aide internationale en faveur de l'éducation a en outre étayé ce processus.

Ce succès éclatant mérite d'être relaté. Lors du Sommet sur les OMD organisé à New York en septembre dernier, l'expansion colossale de la scolarisation dans le primaire a été saluée comme l'un des grands succès du nouveau millénaire – le signe que les engagements pris au niveau mondial peuvent faire bouger les choses.

Toutefois, en dépit de ces avancées, de graves préoccupations subsistent.

Tout d'abord, les progrès ont été inégaux à l'intérieur des pays et entre les pays.

Soixante-quinze millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans le monde ; 47 % de ces enfants vivent en Afrique, ce qui représente au total quelque 35 millions d'enfants, près d'un tiers de la totalité des effectifs d'âge primaire.

Ces chiffres masquent de fortes disparités en termes de chances. Les faits sont là : les enfants des pauvres ont beaucoup moins de chances d'aller à l'école que les enfants des riches. Ces enfants sont vulnérables. Ils vivent – et souvent ils doivent également travailler – dans des régions reculées, dans des taudis urbains ou dans

des zones de conflit. Ils peuvent être handicapés ou appartenir à un groupe autochtone ou à une minorité linguistique. On compte parmi eux de nombreux orphelins dont les parents ont été emportés par le VIH et le SIDA. Ils ont également de plus grandes chances d'être des filles.

En Afrique comme à l'échelle du monde entier, près de 55 % des enfants qui ne vont pas à l'école sont des filles, et 72 % d'entre elles n'ont jamais été scolarisées, contre 55 % dans le cas des garçons.

Les inégalités se retrouvent dans la classe. Les pratiques et les matériels discriminatoires, le nombre insuffisant d'enseignantes et les mauvaises installations sanitaires ont, en autres facteurs, un impact très négatif sur les chances d'apprentissage et les résultats scolaires des filles.

Et pourtant, comme nous l'avons entendu à Oslo, il existe des politiques qui traitent les causes de l'exclusion. Elles proposent une protection et des soins aux tout-petits, car la malnutrition reste l'un des obstacles majeurs à la réalisation de l'enseignement primaire universel. Elles proposent aux familles les plus pauvres des aides et des incitations financières. Elles travaillent avec les parents et les communautés pour mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'acquisition de compétences, et cela parce que les parents qui ont reçu une instruction – les mères en particulier – ont plus de chances d'envoyer leurs enfants à l'école, de solliciter les services de santé en cas de besoin et d'échapper à la pauvreté et à la faim.

Le fait qu'en Afrique 160 millions d'adultes – dont deux tiers de femmes – ne sachent ni lire ni écrire constitue une terrible entrave au développement de la région.

Lorsque des millions d'enfants, de jeunes et d'adultes sont exclus de l'éducation, c'est tout un pays qui se retrouve à la traîne. C'est pourquoi il est si important que l'appel lancé à Oslo pour renforcer l'engagement en faveur de l'équité en matière d'éducation soit suivi d'effets de toute urgence.

Le Gouvernement nigérian a pris des mesures audacieuses en ce sens. Devant le défi que représentent huit millions d'enfants non scolarisés et plus de 23 millions d'adultes analphabètes, le gouvernement préconise une refonte en profondeur des systèmes et des institutions éducatifs. Au premier rang des priorités figurent des

dispositions destinées à mettre un terme aux disparités et à allouer les ressources de façon plus équitable.

Je m'apprête à signer un accord avec la Première Dame du Nigéria, Mme Hauyia Turai Yar'Adua, afin de renforcer la coopération entre l'UNESCO et la Women and Youth Empowerment Foundation (WAYEF) dans plusieurs domaines clés. Nous accorderons une attention particulière à l'expansion de l'éducation des filles et à l'amélioration de la qualité des résultats d'apprentissage.

Ce qui m'amène au second défi : la nécessité d'améliorer la qualité. Des millions d'enfants abandonnent l'école avant la fin de l'enseignement primaire. L'évaluation des apprentissages révèle des niveaux très bas en écriture, en lecture et en calcul de base. Trop d'enfants africains étudient dans des classes de plus de 100 élèves, sans manuels scolaires, sans matériels d'apprentissage ou sans enseignant qualifié et correctement rémunéré.

La qualité est une question complexe, mais une chose est sûre : l'EPT ne pourra être réalisée si les enseignants ne sont pas plus nombreux et mieux formés.

L'UNESCO estime que d'ici à 2015, il sera nécessaire de recruter 18 millions d'enseignants supplémentaires dans le monde – dont quatre millions pour la seule Afrique – pour que l'enseignement primaire universel soit réalisé.

Tous les étudiants et les anciens élèves ici présents s'accorderont à reconnaître qu'un bon enseignant peut avoir une influence déterminante sur l'apprentissage. Cependant, afin de satisfaire les demandes rapidement, nombreux sont les pays et les communautés qui recrutent des enseignants contractuels ou bénévoles dépourvus des qualifications requises pour enseigner. Les enseignants les moins bien formés travaillent généralement auprès des plus pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir accès à une bonne éducation. Comme il ressort de l'édition 2009 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, les 20 % des habitants les plus pauvres d'un pays sont ceux qui ont le plus difficilement accès à l'éducation et qui obtiennent les résultats les plus faibles aux tests des acquis d'apprentissage. Il s'ensuit une perte massive de potentiel et une cause dangereuse de polarisation sociale et économique.

Afin d'aider les pays à améliorer la qualité et à réduire l'inégalité des chances, les partenaires de l'EPT ont annoncé à Oslo la mise en place d'une « équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'EPT ». Cette nouvelle équipe spéciale

coordonnera et suivra l'action visant à faire face à la pénurie d'enseignants selon un calendrier précis. À cette fin, elle s'appuiera, tout en les renforçant, sur les initiatives déjà en cours telles que l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA).

Grâce à TTISSA, l'UNESCO apporte son concours aux pays d'Afrique, au Nigéria notamment, pour élaborer des politiques globales concernant les enseignants dans les domaines du recrutement, de la formation et du développement de carrière.

L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA), dont le siège se trouve à Addis-Abeba, joue un rôle stratégique dans le cadre de cette initiative, notamment en aidant les États africains à mobiliser les technologies de la communication afin de développer et d'améliorer la formation des enseignants. J'ai récemment nommé au poste de directeur du Bureau de l'UNESCO à Abuja M. Joseph Ngu, qui a accompli un excellent travail en tant qu'ancien responsable de l'IIRCA.

La question des enseignants nous amène au troisième problème majeur, celui du financement de l'éducation. Les dépenses consacrées aux enseignants constituent le plus gros poste des budgets de l'éducation. Or, dans de nombreux pays, ces budgets diminuent. En Afrique subsaharienne, la moitié environ de tous les pays à faible revenu sur lesquels nous disposons de données consacrent à l'éducation moins de 4 à 6 % du PNB, ce pourcentage correspondant à l'objectif recommandé.

De leur côté, les donateurs ne tiennent pas leurs promesses. Bien qu'ils se soient engagés à accroître le soutien accordé à l'Afrique, l'aide à l'éducation de base sur le continent africain atteignait à peine 1,8 milliard de dollars en 2006, ce qui est très loin des 7 milliards de dollars dont, selon les estimations, l'Afrique a actuellement besoin chaque année.

Par ailleurs, cette aide n'est toujours pas canalisée vers les pays qui en ont le plus besoin. En outre, la planification et la visibilité à long terme de l'aide sont insuffisantes pour répondre aux dépenses courantes de l'éducation, en particulier pour ce qui concerne les salaires des enseignants.

Il y a fort à craindre que la récente crise financière et le ralentissement économique ne viennent encore aggraver cette situation, en entraînant une réduction des dépenses sociales engagées par les gouvernements et un recul de l'aide internationale.

Pour éviter que cela se produise, nous devons être extrêmement vigilants et ne pas avoir peur de nous exprimer. En période de récession économique, ce n'est pas le moment de réduire les dépenses, mieux vaut au contraire accroître l'investissement dans les capacités humaines, qui sont essentielles pour soutenir la lutte contre la pauvreté et pour stimuler la croissance économique. Lorsque des efforts particuliers sont nécessaires, il est également opportun de protéger et de soutenir les personnes les plus pauvres du monde qui, bien qu'elles ne soient en rien responsables de la crise actuelle, seront probablement les plus durement touchées.

Les leaders réunis à Oslo ont lancé une mise en garde : l'effondrement des places financières ne doit pas servir de prétexte aux gouvernements et aux donateurs pour revenir sur leurs engagements. L'éducation n'est pas une solution miracle. C'est un investissement à long terme. Toute diminution des crédits aujourd'hui sera difficile à compenser demain. Si nous voulons que tous les enfants aillent à l'école primaire d'ici à 2015, il faut agir de toute urgence.

Mesdames, Messieurs,

La réalisation de l'éducation pour tous est et demeurera la priorité absolue de l'UNESCO partout où elle fait défaut.

Or, l'UNESCO a toujours considéré l'éducation comme un continuum. Il n'est pas possible de progresser sur un plan sans se préoccuper du système dans son ensemble.

De fait, le développement rapide de l'enseignement primaire en Afrique crée des pressions à d'autres niveaux du système éducatif. Si rien n'est fait pour y remédier, ces pressions mettront en péril les gains durement acquis de l'EPT.

Une réduction des possibilités de passage dans l'enseignement secondaire et supérieur, par exemple, peut avoir pour effet de réduire la demande au niveau primaire.

Les progrès au niveau de l'enseignement de base dépendent également du développement des possibilités d'éducation post-primaires pour la formation et le nombre des enseignants. Il faut que les enseignants aillent au moins jusqu'au terme de l'enseignement secondaire.

La réalisation de l'EPT exige en outre des concepteurs professionnels, des responsables politiques et des statisticiens qui fassent preuve de leadership, de

créativité et d'innovation. Pour cela, il est indispensable de se doter d'instituts d'enseignement supérieur et de recherche solidement établis.

Le rôle de l'enseignement post-primaire dépasse, de toute évidence, l'importance qu'il revêt au regard de l'EPT.

Dans le contexte de la mondialisation, dans un monde fondé sur le savoir, le niveau d'instruction est, de plus en plus, un indicateur de réussite, que ce soit pour les individus ou pour les nations en tant que telles.

En raison de la croissance économique et de la diversification de la société, les compétences nécessaires à l'intégration socioéconomique et à l'engagement civique sont de plus en plus complexes.

Devant les nouveaux défis internationaux, du changement climatique aux crises alimentaires et énergétiques, les connaissances, et plus particulièrement les connaissances scientifiques, revêtent une importance déterminante pour le développement durable.

Il n'est plus possible que les établissements d'enseignement secondaire et supérieur ne s'adressent qu'à une élite. Ils ont une responsabilité sociale à assumer à l'égard de leur propre société et de leurs propres citoyens en donnant à chaque personne la possibilité d'acquérir les connaissances et les outils dont elle a besoin pour réussir.

Si le rêve du Nigéria de figurer au nombre des 20 premières économies à l'horizon 2020 doit devenir réalité, il sera nécessaire d'investir beaucoup plus massivement dans le renforcement de la base de recherche et de compétences tout en améliorant la performance du système éducatif au niveau supérieur.

Il s'ensuit que, partout en Afrique, les gouvernements accordent une plus grande attention au développement de l'enseignement secondaire et supérieur et de la formation professionnelle. C'est l'une des priorités adoptées dans le cadre de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique proclamée par l'Union africaine. L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) a également souligné que l'enseignement et la formation post-primaires étaient l'un des défis majeurs auxquels font face aujourd'hui les systèmes éducatifs d'Afrique. C'est en effet le thème choisi par l'ADEA pour sa Biennale 2008, à l'occasion de laquelle j'ai

eu l'honneur de m'exprimer aux côtés du Président Guebuza à Maputo, Mozambique, en mai dernier.

Or, le niveau post-primaire offre une image très contrastée.

Les taux nets de scolarisation dans le secondaire ont progressé à un rythme très rapide dans l'ensemble de l'Afrique, passant ainsi de 18 % en 1999 à 25 % en 2006. Certains pays ont supprimé les examens de fin de scolarité dans le primaire, ce qui a été déterminant pour faciliter le passage vers le niveau secondaire.

Toutefois, l'accès reste limité. Près de 38 % des élèves qui quittent l'école primaire en Afrique n'ont toujours pas accès au premier cycle de l'enseignement secondaire. Dans la région, près de 78 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le secondaire ne sont pas inscrits dans un établissement secondaire. Les taux de fréquentation sont beaucoup plus faibles dans les familles pauvres.

L'accès à l'enseignement technique et professionnel est particulièrement faible. Environ 6 % seulement des élèves du secondaire en Afrique sont scolarisés dans cette filière, contre 10 % pour l'ensemble du monde. Cela ne constitue pas une bonne base pour une économie plus diversifiée et fondée sur des compétences plus élevées.

Il ne s'agit pas simplement d'une question de chiffres. La qualité est également une source de préoccupation majeure. Que ce soit dans les écoles secondaires ou dans les instituts de formation technique, les programmes sont obsolètes et de plus en plus inadaptés aux besoins du développement. On constate en outre une grave pénurie d'enseignants qualifiés – en particulier en mathématiques et en sciences.

Force est de reconnaître que les anciens élèves du King's College de Lagos représentent une minorité privilégiée dans un contexte d'inégalités profondes en matière d'accès et de qualité.

Lorsque l'on arrive au niveau supérieur, les possibilités s'amenuisent encore davantage. Certes, il y a eu une formidable expansion, les taux de scolarisation ayant en effet été multipliés par deux au cours des six dernières années. Toutefois, en dépit de cette progression sans précédent, le taux de participation à l'enseignement supérieur en Afrique ne dépasse toujours pas les 5 %, ce qui représente le taux le plus faible de toutes les régions.

Au Nigéria même, qui est le pays d'Afrique où l'enseignement supérieur connaît le plus fort développement, le taux de scolarisation atteint à peine à 10 %.

Les disparités entre les sexes persistent. Dans l'enseignement secondaire, les disparités avantagent les filles tout autant que les garçons. Le sexe est déterminant dans le choix des études, les filles étant toujours sous-représentées dans les sciences, les mathématiques et l'ingénierie.

Là encore la qualité pose problème, et il est vraiment indispensable d'améliorer le niveau, en particulier en sciences. Il existe une forte pénurie de personnels qualifiés, pénurie aggravée par la migration des universitaires et des chercheurs vers les pays développés. Au chapitre de l'exode des cerveaux, de toutes les régions, l'Afrique est la grande perdante.

Alors que les taux de scolarisation montent en flèche, les crédits disponibles par étudiant ont considérablement chuté, ce qui a été préjudiciable à la qualité et à la pertinence. Dans de nombreuses régions, les institutions privées se développent pour répondre à une demande en expansion rapide. Cependant, la qualité de ces nouveaux prestataires est inégale et les pseudo-programmes de piètre qualité prolifèrent.

Au niveau post-primaire, les difficultés sont nombreuses. Toutefois, l'UNESCO travaille en étroite collaboration avec ses partenaires afin de progresser sur les deux défis essentiels que sont l'accès et la qualité. Permettez-moi d'attirer votre attention sur trois initiatives que nous soutenons.

Tout d'abord, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique, à Dakar, aide les pays africains à étendre le cycle de l'éducation de base en y intégrant les premières années de l'enseignement secondaire. Les enfants et les jeunes auront ainsi de plus grandes chances de terminer la partie obligatoire de l'éducation et d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour s'impliquer pleinement dans leur société et dans leur travail. Cette initiative a également pour objectif d'instaurer des programmes fondés sur les compétences afin d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation.

En second lieu, l'UNESCO a entrepris de réviser en profondeur son programme d'EFTP afin de mieux aider les États membres en Afrique et ailleurs à préparer les jeunes et les adultes au monde du travail.

À cet égard, nous pourrions nous inspirer du projet conjoint actuellement en cours au Nigéria, projet très efficace destiné à remettre en état le système d'EFTP du pays. Aujourd'hui entré dans sa seconde phase, ce projet a permis d'actualiser les programmes, de diffuser largement des manuels scolaires techniques et des matériels pédagogiques produits localement, de créer 13 centres de développement du personnel dans le pays et de former plus de 9 000 enseignants techniques. Le Cadre national des qualifications professionnelles actuellement en cours d'élaboration vise également à établir des passerelles entre les systèmes techniques et professionnels formels et non formels du pays. Exploiter au mieux les connaissances et les compétences locales et veiller à ce que les programmes soient adaptés aux réalités et aux aspirations sociales et culturelles, voilà ce qui caractérise ce programme et constitue l'une des principales raisons de son succès.

La troisième et dernière initiative dont je souhaite vous entretenir a trait à l'enseignement supérieur. L'UNESCO prépare actuellement la seconde Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, qui se tiendra à Paris en juillet prochain. L'objectif est d'aider les pays à surmonter les difficultés d'un enseignement supérieur en pleine mutation. Nous accordons à l'Afrique une attention toute particulière.

En novembre, nous avons organisé une réunion préparatoire à Dakar afin d'identifier les principales difficultés auxquelles fait face le continent. L'amélioration de la mobilité et de la collaboration régionales, par une meilleure utilisation du potentiel des nouvelles technologies de la communication, constitue clairement une priorité. Des efforts ont déjà été engagés en ce sens sous la direction de l'Union africaine. L'UNESCO, de son côté, a pris des mesures afin de soutenir ce processus. Nous avons élaboré des lignes directrices pour des prestations de qualité dans l'enseignement supérieur transfrontalier. Nous sommes à l'origine de la Convention d'Arusha en Afrique, l'une des six conventions régionales destinées à faciliter la reconnaissance mutuelle des qualifications et à garantir la qualité. Grâce à la communauté des ressources libres, nous facilitons en outre l'accès à un grand nombre de cours désormais librement accessibles en format numérique.

Voilà comment nous contribuons à promouvoir un espace d'enseignement supérieur dynamique dans la région et à renforcer les capacités humaines dont l'Afrique a besoin pour relever les défis du développement et participer dans de meilleures conditions d'égalité à la société mondiale du savoir.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre des travaux que nous menons ensemble pour renforcer les systèmes éducatifs en Afrique, cette école est une source d'inspiration et un signe d'excellence.

Alors même que King's College entame son second centenaire, j'espère sincèrement que l'école continuera à dispenser une éducation de grande qualité aux jeunes Nigériens et à insuffler en eux le désir de servir leur pays et leur peuple.

De son côté, l'UNESCO continuera à travailler avec le Gouvernement du Nigéria afin de garantir la continuité de vos succès dans tous les domaines et, plus particulièrement, de veiller à ce que l'éducation de qualité devienne accessible à tous.

Je vous remercie encore de m'avoir invité à prendre la parole à l'occasion de cet événement commémoratif. Que cette année de célébrations soit pour vous très féconde.

Je vous remercie.